

# INFORMATIONS

## Correspondance

# OUVRIERES

le Numéro : 1 Franc - MENSUEL  
N° 88 DÉCEMBRE 1969

### SOMMAIRE

Italie	1
Hollande	4
Des camarades et des groupes	7
Irlande	13
Correspondance	15
Liaisons internationales	23
Publications	24

Directeur de la Publication : P. BLACHIER  
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

## ITALIE

(textes de camarades italiens - 26 octobre 1969)

### UN AUTOMNE CHAUD, TOUJOURS PLUS CHAUD

L'Italie est, cet automne, dans un bouleversement complet. Ces derniers jours, dans le contexte des négociations contractuelles, les grèves se sont étendues à chaque secteur de la vie italienne. Pour les métallos, l'industrie chimique et le bâtiment (environ 3.000.000 en tout) les négociations ont été ouvertes, alors que les travailleurs sont en pleine lutte. En même temps, d'autres secteurs explosent, une grève de 4 jours (nationale et totale) des postes, une grève nationale d'un jour des moyens de transports urbains, etc...

Et ce ne sont pas les vieilles grèves habituelles. Au cours de ces dernières semaines, l'agitation dans l'industrie chimique et chez les métallos, a atteint de nouveaux niveaux de prise de conscience. La « police syndicale » essaie de garder ces grèves sous son contrôle afin d'être acceptée à la table des négociations comme ayant la confiance des travailleurs. Pour essayer d'obtenir cette confiance, les syndicats ont été contraints à transférer les grèves de l'extérieur (ouvriers, restez chez vous, piquets de grève, etc) de l'usine, à l'intérieur (extension et escalade de la lutte). La conséquence de ce transfert : les travailleurs dès lors peuvent contrôler la situation. Pour le patron, c'est un début de mauvaise augure, le pouvoir ouvrier va pouvoir s'étendre d'autant mieux dans l'usine. Pour les syndicats, cela signifie le commencement d'une dialectique nouvelle et dure avec les travailleurs. Chez FIAT, à Turin comme à Milan, chez Pirelli et dans d'autres points avancés en Italie, on voit pour la première fois des employés forcés à participer aux grèves ouvrières. A Mirafiori, lors du dernier assaut des ouvriers des lignes de montage contre le bâtiment

des employés, 1 000 de ces derniers ont été contraints à quitter leur travail.

Le mouvement ouvrier est demoins en moins touché par la logique des syndicats. Ceux-ci, au lieu de procéder à une grève articulée, atelier par atelier, ont donné le nom de « grève articulée » à leurs arrêts de travail de 4 heures, décidés par tous les ateliers en même temps. Cette façon de procéder permet au patron de ne perdre que 4 heures de production, tandis que tous les ouvriers perdent leur salaire intégral pour le même temps. Les ouvriers ont très bien compris la différence entre leurs luttes et celles des syndicats et ils multiplient les manifestations d'autonomie. Le plus récent exemple est celui de samedi 25 octobre à Mirafiori. Le 24, une grève de 24 h. avait été proclamée par les syndicats. Les ouvriers, irrités par les difficultés toujours croissantes, qu'ils ont à « nouer les deux bouts », irrités aussi par le fait que des « jaunes » avaient travaillé le 24, bloquent tout Mirafiori par une décision tout à fait indépendante de la volonté syndicale.

On constate actuellement l'impact du mouvement ouvrier de masse autonome des ouvriers (et étudiants) sur toutes les sphères de la vie italienne. Le gouvernement, par exemple. Les explosions de masse ont accéléré la crise du gouvernement. Au cours de la première moitié de juillet, la coalition de centre-gauche (Démocratie-chrétienne, P.S.I., Parti Républicain), au gouvernement depuis trois ans, croule à la suite de la scission opérée dans le P.S.I. (3ème parti, selon le nombre des voix, 14 %, en Italie), par le P.S.U. Après un mois de confusion, la D.C. (parti le plus grand, 36 % des voix) propose un gouvernement « monocolore », accepté après de longues discussions comme devant être une solution à court terme permettant de mettre sur pied un autre gouvernement. Le 22 octobre, le groupe majoritaire de la D.C. provoque une scission à l'intérieur

du parti. Ce groupe avait contrôlé le parti depuis 1959 et par son écroulement, il met son alliance politique avec la classe dominante, dans la plus complète confusion.

Le P.C.I. (2ème parti en importance, 27 % des voix) espère que la situation actuelle lui donnera une chance de manœuvre en vue d'une « nouvelle majorité ». Mais ceci demande beaucoup d'habileté. La récente acquisition de la Lancia par FIAT, donne un exemple intéressant de l'attitude du P.C.I. L'absorption de la Lancia par FIAT, avec la connivence du gouvernement a été un sale petit jeu de pouvoirs des monopoles. La seule chose que le P.C.I. a pu faire, en fonction de ses aspirations à une « nouvelle majorité » (qui serait un gouvernement de gauche avec participation communiste), furent quelques gromellements à propos de la nécessité d'une planification nationale. De pareilles équivoques ne servent qu'à baisser dans l'estime des mouvements de masse travailleurs-étudiants.

Il serait faux, toutefois, de considérer le *patronat* comme étant une force unie. En Italie, les négociations ont lieu au niveau national, entre la *Confindustria* (syndicat patronal) et les syndicats de chaque secteur particulier. Des contradictions se sont développées entre les intérêts et les nécessités des grandes entreprises technologiques (FIAT, Pirelli, etc...) et les entreprises de moyenne grandeur, qui doivent négocier les contrats nationaux ensemble. Ces contradictions tiennent en partie aux marchés sur lesquels opèrent la grande industrie (marchés nationaux et internationaux) et la moyenne industrie (marchés nationaux seulement). Par dessus tout, ces contradictions sont dues aux différents types d'organisation du processus de production. Tandis que les grandes entreprises basent leur production sur le développement technologique et la croissance du marché, les firmes de moyenne importance ont conçu leurs marchés en fonction du coût le plus bas et ont donc des structures aussi peu onéreuses que possible. Il leur faut donc maintenir des salaires bas. Pour les secteurs avancés, de modestes concessions de salaire ne posent pas de problèmes sérieux. Ces concessions peuvent être absorbées technologiquement par l'augmentation des cadences de travail. Pour les petites entreprises, une augmentation des salaires peut mener au désastre ou à l'absorption par de plus grandes firmes.

Politiquement, les industries de vieux style formaient, jusqu'à il y a peu d'années, un bloc puissant dans la *Confindustria*. Actuellement, cependant, plus puissants économiquement, ceux dont le secteur est parmi les plus avancés (particulièrement Agnelli de FIAT), détiennent le pouvoir. Ceci veut dire que les augmentations de salaire seront accordées dans le but d'apaiser au moins temporairement les ouvriers. Mais les contradictions demeurent. Tout d'abord, les nouveaux chefs de file doivent présenter l'image de ceux qui protégeront le système capitaliste, et, par conséquent, qui ne seront pas trop larges avec les revendications ouvrières. Plus important est le problème du marché international. Les marges de concessions, même dans le secteur avancé, ne sont pas très grandes. En fait, même les augmentations de salaire « libérales » font monter le coût de la vie, et celui-ci, combiné avec les nécessaires augmentations de rythme de production, fait monter la tension ouvrière.

Pour terminer, et comme faisant partie du même processus, les mouvements d'extrême-gauche ont été jetés eux-aussi dans la confusion (voir document annexe).

## DEBAT SUR « IL MANIFESTO » (1) A L'INTERIEUR DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN (2)

Tout est parti du XIIème Congrès du P.C.I., à Bologne, en février 69. Le Congrès réaffirmait les principes du P.C.I., son rôle et ses devoirs, il ne proposait pas de critique de fond. Dès juin 69 vint la réplique : le premier numéro de *IL MANIFESTO*, dont s'occupent certains membres du Comité Central du Parti, dont Rossana Rossanda. A fin juillet, le Comité Central décida la convocation d'une commission pour étudier le problème que présente l'existence de *IL MANIFESTO*. La Commission se réunissait les 2, 9 et 10 octobre, avec, parmi ses membres, trois des rédacteurs de cette revue : Rossanda, Natoli et Pintor.

### IL MANIFESTO, VU PAR SES AUTEURS

Cette revue est née de l'hypothèse que, à l'origine de la fêlure provoquée par l'unité du parti, il y a des processus sociaux et politiques réels, et qu'une recomposition de l'unité ne peut que passer à travers une confrontation politique et idéologique de fond, avec des instruments nouveaux et autonomes. La question est de choisir la façon d'être du parti.

Nous pouvons diviser le débat entre *IL MANIFESTO* et le P.C.I. en trois points que nous retrouverons dans les thèses des deux parties en présence :

1. le parti sur le plan national
2. le parti sur le plan international
3. problèmes de forme.

1. *IL MANIFESTO* part de la conviction que nous sommes en présence d'une crise sociale exprimant un besoin de transformation et qui pose la question du pouvoir dans des formes différentes que la traditionnelle alternative entre insurrection et déplacement de la majorité politique sur le plan parlementaire. En effet, dans la situation actuelle italienne, le P.C.I. devrait plus se préoccuper de créer une organisation de masse, et au niveau des usines, plutôt que de se préoccuper essentiellement de son accession au gouvernement. Actuellement le P.C.I. ne fait que déléguer ses pouvoirs au syndicat qui lui s'adresse aux ouvriers.

2. Sur le plan international, *IL MANIFESTO* voit des origines structurelles à la crise de l'unité du mouvement communiste et à l'ensemble de difficultés du socialisme européen. On a vu les contrastes existant entre la Chine et l'U.R.S.S. sur la question du rôle de l'Etat, du parti, de la nature même du socialisme. Ce contraste se vérifie dans la lutte sous des formes diverses en Tchécoslovaquie et en Chine. On ne peut pas se contenter d'affirmer une solidarité avec les pays socialistes représentés par leurs groupes dirigeants et ne pouvant attendre des changements qu'à ce niveau. Les pays socialistes auxquels est lié le P.C.I., sont devenus, on l'a vu, des puissances impérialistes. *IL MANIFESTO* dit ne pas vouloir proposer un « fractionnisme international », mais il veut montrer que dans ces pays, on se limite à des changements de sommet. Pour parvenir à de plus amples transformations, « il faudra utiliser la dialectique des

(1) Revue mensuelle de la gauche du P.C.I. dont le premier numéro est sorti le 1er juin 1969. Ses auteurs veulent faire passer (chose qui peut paraître curieuse) un refus complet du parti, à l'intérieur de celui-ci

(2) Inscrits : Au P.C.I. en 1968 : 1.502.862 (en continuels de minution depuis 1954 : 2.145.317 inscrits)  
Au F.G.C.I. (Fédération de la Jeunesse Communiste Italienne) : 125.438 en 1969 (contre 358.126 en 1956).

forces sociales libérées dans le développement socialiste et dans la plénitude des pouvoirs directs, ceci par la restauration de la démocratie prolétarienne ».

3. Des points soulevés ci-dessus, dérive le problème du parti. La question, dit IL MANIFESTO, est d'investir un rapport nouveau entre parti et classe, avant-garde et masse, et de remarquer que la forme actuelle du parti ne convient plus à ce rapport et ne peut plus être représentée comme étant la forme idéale. Rossana Rossanda, dans son article du n° 4 de IL MANIFESTO, dit que chez Marx, à l'inverse de Lénine, : « l'organisation n'est jamais considérée comme autre chose qu'un moment éminemment pratique, un instrument plastique et en mouvement, un reflet de ce qui est le seul objet réel de la rénovation : le prolétariat. L'organisation l'exprime et ne le précède pas ».

IL MANIFESTO, présente le problème de la création d'une nouvelle organisation, en trois points :

a) Une structure de base : le passage d'une organisation fondée sur les sections territoriales, à une structure fondée sur les lieux de travail, est la clé du renouvellement du parti ;

b) La sélection des dirigeants : le problème est de donner aux institutions un caractère tel qu'elles tendent à disparaître. Ceci implique une démocratie interne, une intervention majeure de la base dans le choix des dirigeants ;

c) Le choix de la ligne : la démocratie du parti se mesure à celle des mécanismes de formation de la ligne politique. Ce choix se fait en fonction du rapport existant avec le mouvement et avec la lutte.

#### PRISE DE POSITION OFFICIELLE DU P.C.I. (« Unita » du 18 octobre 1969)

« Le Parti est l'expression de la réalité et il est l'instrument pour la transformation de celle-ci. Ceci seulement est l'interprétation non idéaliste et non sociologique qui doit être à la base de tout renouveau du parti », a souligné Natta, membre de la Commission du Comité Central (dont le discours a été accepté comme étant la position officielle du P.C.I.).

Le P.C.I. n'expulsera pas les « fractionnistes », en ce moment tactique de rassemblement de toutes les forces de la gauche en vue de la majorité au gouvernement. Le but étant le pouvoir parlementaire, la tactique est de suivre une ligne « démocratique ». Le P.C.I. au pouvoir donnera une réponse aux problèmes internes comme externes.

1. Le parti sur le plan national : Par son entrée au gouvernement, et la poussée à gauche qu'il provoquera alors le parti sera en mesure de donner une réponse aux luttes de masse qui prennent toujours plus d'ampleur.

2. Le parti sur le plan international : l'internationalisme permet une lutte efficace contre l'impérialisme et le fascisme. L'internationalisme ne veut pas dire l'union aveugle de tous les partis ; il doit permettre une autonomie des partis nationaux, laissant la place à des prises de position différentes (le P.C.I. a critiqué le P.C. soviétique lors de l'occupation de la Tchécoslovaquie).

Natta dit, à propos de l'internationalisme :  
« Le parti doit réaffirmer ses grands choix quant à ses rapports internationaux, quant à son rapport avec les partis communistes, quant à la stratégie de la lutte démocratique, pour le socialisme, et quant à la nature du parti ».

3. Problèmes de forme : Natta dit encore, au sujet du parti :

« Nous devons porter à un point plus élevé, plus riche, les rapports, les liens du parti avec la classe ouvrière et avec la masse populaire ».

Et encore :

« Nous voulons rester un parti révolutionnaire de masse, et ceci ne sera possible que si nous savons rester un parti uni et discipliné. »

Il dit d'ailleurs au sujet de IL MANIFESTO :

« Ils ont des positions profondément fausses et confuses et font du tort au parti... »

...Peu clair est le discours de IL MANIFESTO au sujet de la nature, la structure d'un nouveau parti ».

Turin, le 24 octobre 1969

#### LES GROUPES IMPLIQUES DANS LA LUTTE CHEZ FIAT

A Turin, ces jours sont marqués par des scissions à l'intérieur du groupe « Lotta Continua ». Pour présenter la situation actuelle, nous ferons un bref historique des groupes.

#### MOVIMENTO STUDENTESCO (M.S.) (Mouvement étudiant)

Son existence a commencé en 1967, et, jusqu'à fin 1968, il a intégré tous les groupuscules, les faisant tous participer à la même lutte. Début 69, c'est la crise et l'éparpillement des étudiants en divers groupes. On assiste encore à des luttes au poly et en médecine, mais ce sont des luttes isolées. Le mouvement des lycéens, lui-même, très actif jusqu'alors, entre en crise. Quatre groupes, principalement, se développent depuis le printemps 69 :

#### 1) -- L'UNION DES COMMUNISTES ITALIENS, MARXISTES-LENINISTES

Sur le plan national, elle existe déjà depuis le 4 octobre 68 et se développe réellement à Turin à partir de mai 69. Elle attire de nombreux cadres du M.S., à la recherche d'un lieu ou travailler politiquement. Ils trouvent dans l'Union, non seulement un lieu, mais encore une idéologie claire qui leur permet de faire une critique de l'aventurisme dans lequel le M.S. est souvent tombé (surtout vers la fin 68 où il s'engageait dans des bagarres de rue, sans but politique réel).

L'Union propose une organisation, un style de travail sérieux, régulier, mais elle donne, aux problèmes présents, une réponse dogmatique et bureaucratique qui date du P.C.I. des années 40. Elle utilise les pensées de Mao-tse-Toung selon un mode liturgique au lieu de l'interpréter politiquement.

\*\*

A mi-mai, les grèves sauvages commencent chez FIAT.

\*\*

L'intervention des groupes externes est unifiée, l'Union, elle, n'intervient qu'après le 3 juillet, lorsque les luttes diminuent d'intensité.

#### LOTTA CONTINUA comprend :

#### 2) -- DES MILITANTS DU M.S.

qui soutenaient depuis longtemps la lutte ouvrière (en 68, ils avaient créé la LEGA étudiants-ouvriers qui finalement s'est dissoute en constatant qu'elle devenait un groupuscule isolé du mouvement).

### 3) — LA CLASSE

(qui sort un journal national depuis le début.69). Ce groupe, traditionnellement, a toujours soutenu qu'il fallait étendre les luttes ouvrières en vue d'augmenter la crise économique. Les objectifs, essentiellement d'ordre économique, et la bagarre pour la bagarre sont les caractéristiques de ce groupe dans les luttes chez FIAT.

### 4) — LES GROUPES DIRIGEANTS DU M.S.

Il n'est entré dans la lutte que lorsque celle-ci avait déjà commencé depuis un certain temps chez FIAT. La conception des dirigeants du M.S. avait été que les luttes étudiantes sont exemplaires car elles font croître les luttes sociales. Une analyse de l'école éclaire les ouvriers sur ce qu'ils ont à faire. Ceux-ci mènent alors leur lutte propre et, au bout d'un certain temps, les deux courants se rejoignent. Pour atteindre les ouvriers, il faut aller les trouver dans les quartiers et non devant les usines.

Ce groupe ne représente pas le mouvement étudiant comme mouvement de masse, celui-ci n'existe plus depuis fin 68.

\*\*

Jusqu'au moment de l'ouverture des luttes contractuelles (septembre 69), les syndicats avaient été complètement dépassés par les grèves sauvages. En revanche, dès l'automne, ils reprennent la situation suffisamment en main pour qu'une grande partie des ouvriers qui s'étaient ralliés à Lotta Continua, n'en voient plus l'utilité et acceptent la plateforme revendicative des syndicats (beaucoup plus avancée lors des contrats précédents) et posent simplement comme condition d'obtenir ce qu'elle demande, immédiatement et intégralement.

A partir de ce moment, les divergences se font de nouveau sentir dans Lotta Continua et, à mi-octobre, c'est la scission. On a alors, aux portes de FIAT, des militants représentant quatre positions différentes.

#### 1) — L'UNION

Après les vacances, elle intervient régulièrement aux portes de FIAT et présente les mêmes objectifs que Lotta Continua, ainsi que les mêmes formes de lutte. Les différences d'avec l'actuel groupe de Lotta Continua :

— Elle ne croit pas pouvoir créer actuellement des occasions de lutte qui fassent sauter le système. Elle voit son action à plus long terme

— Elle parle du socialisme, d'idéologie, du sens de ces luttes.

— Elle parle de parti, l'Union sera le nouveau parti révolutionnaire.

#### 2) — LOTTA CONTINUA

Elle a les mêmes objectifs de lutte qu'avant la scission, mais en plus elle veut susciter partout des possibilités d'élargir la lutte pour la faire échapper des mains des syndicats. Ceci l'amène à :

a) donner une signification généralement exagérée à n'importe quelle petite lutte

b) changer toujours de centre d'intervention (usine,

quartier, école...) en fonction du moment le plus favorable à la bagarre

c) centraliser sur le plan organisationnel et avoir un noyau de gens capables d'utiliser les situations les plus chaudes

d) élargir la lutte au plan national par la création d'un journal

e) établir une certaine discipline dans le groupe turinois en procédant à l'expulsion de ceux qui ne sont pas d'accord avec les points sus-mentionnés.

### 3) — LA CLASSE

En ce moment elle ne pense pas pouvoir faire sauter le contrat pour faire passer les objectifs des ouvriers, leur manifestation d'autonomie. Elle a donc sur ce plan une attitude réaliste, étant donné que les ouvriers eux-mêmes veulent cela. Elle pense qu'il faut contraindre les syndicats à tenir leurs promesses, et organiser les ouvriers en vue de manifestations autonomes qui continueront après l'échéance contractuelle.

Pour réaliser ces objectifs, la Classe ne pense pas qu'il soit nécessaire de donner des éclaircissements sur les problèmes politiques. Elle préconise une coordination sur le plan national.

### 4) — GROUPE SANS NOM PARTICULIER

Il veut partir du niveau ouvrier. Avant les vacances, le groupe d'ouvriers était, par sa qualité et sa quantité, en mesure d'exprimer une certaine autonomie, tout au moins respectivement au syndicat. Il a voulu, d'autre part, avoir une certaine autonomie par rapport aux étudiants et à la bureaucratisation qui commençait à se faire sentir (création, par quelques uns, d'un journal national disant exprimer les idées de l'assemblée de Lotta Continua). Les ouvriers décident alors de faire des assemblées sans les étudiants, dans le but d'apporter des idées communes et claires dans les assemblées générales. Répression de la part de Lotta Continua qui interdit l'existence du groupe d'ouvriers seuls. Une partie des étudiants, voulant prendre le groupe d'ouvriers comme référence, n'accepte pas l'attitude de Lotta Continua.

Au niveau étudiant, ce nouveau groupe ne veut pas être un groupe dirigeant alternatif, mais veut établir un rapport réellement politique avec la classe ouvrière. La ligne doit être décidée en commun par les ouvriers et les étudiants.

\*\*

Les trois premiers groupes sont organisés au niveau national, le quatrième pourrait certainement trouver des gens qui pensent comme lui sur le plan national, mais, il souhaite une expansion, il ne veut pas arriver à une centralisation.

\*\*

Cette présentation des groupes a été faite selon le point de vue du dernier groupe dont nous parlons.

L'équipe qui s'occupe de cette correspondance en français n'est pas d'accord à l'unanimité avec ce point de vue.

# HOLLANDE

GREVE DANS L'INDUSTRIE DU CARTON  
REFLEXIONS SUR LE ROLE DES MINORITES  
« SYNDICALES » DANS LA LUTTE DE CLASSES  
A un intervalle de 4 ans, il y a eu deux grèves dans

l'industrie du carton concentrée dans le Nord de la Hollande (Province de Groningen). Entre ces deux grèves, on peut relever des différences très caractéristiques et très instructives. En 1965 comme en 1969, les ouvriers se

mirent en grève contre la volonté des syndicats ; ce fut pratiquement leur seul point commun d'être des grèves sauvages. La première fois, les ouvriers formèrent leur propre comité de grève et luttèrent seuls sans subir aucune influence d'un côté ou d'un autre ; la grève, dès le début, fut illimitée. Par contre, en septembre et octobre 1969, ils firent des grèves tournantes sur la recommandation d'un politicien local du Parti Communiste Néerlandais (P.C.N.) qu'ils avaient invité dans leur comité de grève et qui y joua plus ou moins le rôle de porte parole. En 1965 comme en 1969, ce fut la condition des ouvriers qui fut la cause de la grève : comparé au reste de la Hollande, le Nord est un pays sous-développé. Les salaires y sont plus bas qu'ailleurs ; il est plus difficile d'y trouver du travail que dans l'ouest ou dans les autres parties industrialisées de la Hollande. L'industrie du carton se trouve dans l'Est de la province de Groningen, répartie dans plusieurs petites villes. Selon les patrons et l'institut de recherches économiques provincial, la position de cette industrie serait assez mauvaise. Mais on doit ajouter qu'il s'agit d'une position toute relative et en comparaison avec d'autres industries : pendant la grève, un hebdo hollandais a dévoilé les profits qu'on y a fait pour les dernières années, lesquels étaient en fait assez élevés.

Les syndicats ont toujours signé dans cette industrie, des contrats collectifs annuels partant du 1er janvier. En 1965, le contenu du contrat fut la cause directe de la grève. Le syndicat n'avait pas réussi à conclure un nouveau contrat correspondant à ce que voulaient ses membres. Les patrons avaient refusé toute amélioration de salaires et toute autre revendication. Vers la fin de mars 65, il n'y avait pas encore de nouveau contrat. Les pourparlers s'éternisaient. Voilà pourquoi, au début d'avril, les ouvriers se mirent en grève. Leur action se dirigea en même temps contre leurs patrons et « leurs propres organisations ». Tout de suite, la bureaucratie syndicale se prononça contre et fit de son mieux pour tout stopper et faire reprendre le travail. Les ouvriers en lutte ne les écoutèrent pas. Ce fut à l'entreprise Union à Oude Pekela que le débrayage commença. Dans les 36 heures, 12 et 15 entreprises de la région étaient en grève. Les grévistes marchaient de bourg en bourg pour manifester devant les usines où le travail n'avait pas encore cessé : dès que les portes étaient ouvertes, leurs camarades de travail répondaient tout de suite à leur appel à la grève.

La bureaucratie syndicale, inactive pendant un mois, se pressa de remettre tout « en ordre ». De grands meetings furent organisés à l'hôtel Saker à Oude Pekela, pour dire aux ouvriers qu'il leur fallait à tout prix reprendre le travail. Cet appel déclencha de violentes réactions du côté des ouvriers. Déjà, avant la réunion, des conflits opposaient ouvriers et bureaucrates. Ceux-ci avaient imaginé, pour vaincre la résistance ouvrière, utiliser un vieux truc : ils annoncèrent que seuls seraient admis à la réunion les ouvriers organisés, c'est-à-dire les seuls membres des trois syndicats (1). Les ouvriers syndiqués exigèrent que tous les ouvriers non organisés soient admis et la bureaucratie syndicale fut obligée de céder. Ce résultat du vote fut alors tout autre que ce qu'ils avaient espéré. Tout appel à une reprise du travail fut rejeté par les ouvriers : ceux-ci chassèrent finalement les chefs de l'estrade et poursuivirent la réunion sans eux. Pour parvenir à leurs fins, les bureaucrates syndicaux déclarèrent qu'ils ne reprendraient pas contact avec les organisations patronales tant que les ouvriers resteraient en grève. C'est cette menace qui a brisé la grève ; mais celle-ci eut quand même un ré-

sultat, celui de faire incorporer dans le contrat nouveau des revendications des ouvriers.

En septembre-octobre 1969, les choses se passèrent de toute autre façon. Le grève reprenait la tactique des grèves tournantes. La force des ouvriers était par conséquent plus faible que pendant l'autre grève. Ils ne marchèrent pas d'un bourg à l'autre pour étendre la grève et l'extension de la lutte fut plus faible que 4 ans auparavant et cela prit beaucoup plus de temps. Il y avait une tendance dans le comité de grève pour une grève illimitée. Mais la majorité suivit le conseil du représentant du P.C.N. et se limita à des grèves tournantes. Le travail était arrêté le lundi de chaque semaine. Il y eut quelques menaces d'élargir l'action à deux jours, mais cela resta lettre morte.

Autre différence : en 1965, l'attitude des grévistes vis à vis des bonzes syndicaux fut beaucoup plus hostile qu'au cours de la dernière grève. En 1969, on retrouve pourtant la même réunion au cours de laquelle les dirigeants syndicaux rencontrèrent la même hostilité de la base, mais l'attitude du comité de grève était différente. Pendant la deuxième grève, le comité de grève ne cessait pas de dire : « c'est la bureaucratie qui est notre ennemie qui trahit les intérêts des ouvriers, mais les syndicats en eux-mêmes sont bons ». Il faut fortifier la position du syndicat pour en éliminer les bureaucrates de maintenant et les remplacer par d'autres qui exécuteront la volonté de la base. On pouvait observer une différence de conscience du côté des ouvriers vis à vis des syndicats. En 65, tous les grévistes se rendaient compte du fossé entre eux-mêmes et la bureaucratie. Chaque tentative pour les duper déclenchait une explosion chez les ouvriers. En 1969, ils gardaient toujours des illusions. Le représentant du P.C.N., Fré Meis disait « Tenez bon » et les syndicats seront forcés de faire ce que vous voulez. Donc, il ne fallait pas que les ouvriers attaquent trop brutalement les syndicats et les illusions syndicales ; en 1969, le comité de grève maintenait de toutes ses forces les mêmes illusions.

Le comité de grève n'était pas composé de la même façon dans les deux grèves. En 1965, il fut élu par les grévistes ; en 1969, ce furent certains activistes syndicaux de la base qui se présentaient comme un comité d'action. Il est incontestable qu'ils avaient également la confiance de leurs camarades mais leurs idées étaient quelque peu différentes de celles du comité de grève de 1965. Que la base se soit rendu compte de ce fait et ait tenté d'influencer ensuite le comité au cours de la seconde grève, apparaît dans l'élargissement du comité de grève, au cours de la grève, par des ouvriers qui furent cette fois élus.

Malgré les illusions sur les syndicats qui continuaient d'exister dans le comité d'action, l'attitude de la base vis à vis des dirigeants, restait bien claire. A une réunion tenue à l'hôtel Dijkstra à Oude Pekela, le dimanche 5 octobre 1969, W. Liefwaard, le président du syndicat socialiste avait la parole : il déclara, entre autres : « Nous avons les mains liées par le contrat collectif ». La salle réagit par des exclamations de mépris. « Si je propose à la direction syndicale de soutenir la grève, je n'aurais aucune chance ». Un éclat de rire ironique dans la salle. « Les syndicats veulent que dans l'industrie du carton règnent à nouveau des circonstances normales. Nous voulons jeter un pont entre nous et les patrons. Le pont existera dès que vous terminerez votre grève ».

Dès qu'il a fini, un ouvrier monte sur l'estrade. M. Liefwaard proteste, il ne veut pas donner le micro à l'ouvrier. Celui-ci dit « Je t'emmerde, je n'ai rien à faire de tes ordres. Si tu n'es pas d'accord, fous le camp ». La salle applaudit. Alors, l'ouvrier parle : « Moi, je suis militant du syndicat catholique. J'ai assisté à Groningen

(1) Socialiste, catholique et protestant.

aux pourparlers avec les patrons et je peux dire à vous tous que les syndicats nous ont jeté à la poubelle... ».

Liefaard : « Je vous promets encore une fois que nous mènerons des pourparlers assez durs. Donnez-nous la chance de la faire ». Eclats de rire dans la salle. Un ouvrier se lève et crie : « Il y a déjà longtemps que nous avons demandé une réunion avec les chefs syndicaux. On avait réuni 50 signatures, mais il n'y a jamais eu de réunion. Le chef du syndicat régional était introuvable. Voulez-vous discuter avec nous ? ... Je vous demande catégoriquement encore une fois : voulez-vous nous soutenir, oui ou non ? »

Lievaard, le président du syndicat : « Vous soutenir dans cette grève, non, non et non.

\*\*

Il est intéressant de comparer à nouveau les différences et les ressemblances entre les deux grèves 1965 et 1969. Dans les deux cas, la critique des ouvriers sur les syndicats était également dure. En 1965, ils disaient « les syndicats nous abandonnent ». En 1969, ils disent : « les syndicats nous ont jeté à la poubelle ». En principe, c'est la même conviction. Cependant, en 1965 aussi, beaucoup d'ouvriers avaient l'idée que l'attitude des bureaucrates syndicaux devrait être autre que ce qu'elle était en fait. On ne peut pas dire que les ouvriers, en 1969, étaient beaucoup moins conscients que les ouvriers en 1965, et on ne peut pas dire que les ouvriers en 1965 étaient plus conscients que les ouvriers en 1969. Comment comprendre les différences de conscience. On peut les comprendre par les formes de la lutte elle-même. En 1965, lorsque les ouvriers voulaient continuer la lutte tout seuls, ils étaient automatiquement contraints de régler tout seuls leurs propres affaires, et de ce fait toutes leurs illusions syndicales se trouvaient rejetées. Leur propre action a produit, en 1965, une double contradiction entre ouvriers et syndicats : — dans la réalité

— dans leur pensée.

En 1969, il n'y a pas une double contradiction, mais une seule et unique contradiction : dans la réalité. Dans leur tête, il reste des illusions que l'on retrouve dans le fait que le comité de grève est composé plus qu'auparavant de gens croyant au mythe syndical. En 1969, le comité d'action insiste sur le point qu'il ne faut pas mettre en danger la position des syndicats. Il répète que les syndicats se mettront du côté des ouvriers, bien que la bureaucratie syndicale ait indiqué assez clairement sa position en rapport avec le contrat collectif. En 1965, les ouvriers disent : « on se fout du syndicat ». En 1969, ils restent comme des suppliants devant les portes fermées du syndicat. Bien sûr, en réalité, il y a des différences entre l'attitude des ouvriers et l'attitude du comité de grève. Mais cette attitude reste voilée car les formes de la lutte étaient moins développées... Par conséquent, pendant cette dernière grève des ouvriers du carton, il y a en réalité trois contradictions :

1. la contradiction entre ouvriers et patrons,
2. la contradiction entre ouvriers et syndicats,
3. une contradiction cachée entre l'opinion du comité de grève et la réalité de l'autre et en ce sens, la dernière grève a été un pas en arrière en comparaison avec la grève de 1965.

\*\*

La grève des ouvriers du carton a rencontré dans le pays une sympathie très étendue. Beaucoup d'ouvriers donnèrent de l'argent pour les grévistes ; on peut dire dans chaque foyer de la province de Groningen. L'attitude du P.C.N. vis à vis de ce soutien financier aux grévistes était caractéristique de sa position politique. En

gros, on peut dire que le P.C.N. avait comme programme : « de l'argent pour les grévistes, d'accord, mais cela doit être par le canal du parti ». Voilà la raison pour laquelle le P.C.N. attaqua violemment les groupes étudiants qui collectaient de l'argent mais qui n'étaient pas du P.C. Le parti craignait que les autres ramassent plus que lui. On ne pouvait échapper à l'impression que, pour le P.C.N., la collecte n'était qu'un moyen de plus pour influencer les formes de la lutte. Il arriva même que l'argent collecté par un comité d'action étudiant, indépendant du P.C.N., soit transmis au comité de grève sous le nom du parti.

\*\*

Autre point caractéristique de l'attitude du P.C.N. ; c'est le fait qu'à une réunion où il était discuté des problèmes de la grève, le P.C. encourageait toutes les critiques sur les dirigeants sociaux-démocrates du syndicat, mais intervenait tout de suite dès qu'on voulait discuter les principes de la tactique syndicale. Autre exemple : le refus, dans des réunions au cours de la grève de donner la parole au représentant du syndicat indépendant « gauchiste » O.V.B.

\*\*

A un certain moment, les patrons ont fait un compromis : ils ont offert aux grévistes une somme de 200 florins (300 F) pour compenser l'augmentation des prix en 1969, augmentation qui était une des causes de la grève. Ils demandaient aussi que les 4 ou 5 lundis de grève soient récupérés le samedi en heures supplémentaires. Le comité de grève a refusé ; les patrons ont abandonné cette prétention et le comité de grève a alors conseillé la reprise, ce qui fut fait. Tout le reste des revendications ne sera envisagé que dans les discussions d'ici la fin de l'année pour le renouvellement du nouveau contrat. Parmi les grévistes, certains ont observé qu'ils n'ont rien obtenu et que les 200 florins correspondent tout juste au paiement des journées de grève. Ils ont quand même accepté de cesser la grève dans l'attente que les syndicats puissent obtenir quelque chose ; le vote pour la reprise fut acquis presque à l'unanimité. Cette attitude peut s'expliquer si l'on sait qu'en 1965 les syndicats ont fini par donner des indemnités pour la grève. Dans les réunions de 1969, le président du syndicat social-démocrate n'a pas manqué d'en parler en se glorifiant que « même après une grève sauvage, les syndicats n'étaient pas aussi méchants qu'on le prétend ». Quelqu'un se leva alors pour dire : « la réalité est différente : les syndicats ont brisé la grève d'abord, ils ont donné un pourboire aux ouvriers ensuite ». Bien qu'ils se servent de ce précédent, il ne semble pas que les syndicats le renouvellent cette fois. Le jeudi 6 novembre 1969, lors d'une nouvelle réunion à Groningen, un bureaucrate du syndicat s'est affronté avec le porte parole des grévistes devant un public composé des ouvriers du carton, des briquetteries (en grève à ce moment). Le fonctionnaire syndical v. d. Ploeg déclarait (la grève était alors finie) : « Pas un seul syndicat ne paiera les jours de grève ». La salle était indignée. V. d. Ploeg poursuivait : « Le paiement des jours de grève serait désavantageux pour les ouvriers » (éclat de rire ironique dans la salle) « un contrat collectif lie ceux qui l'on signé. Une grève est une rupture avec ce qui est accordé par le contrat social. Si le syndicat paie des indemnités de grève, il est alors contre le contrat et cela peut causer un dommage énorme aux ouvriers. L'institution du contrat social en serait déconsidérée ». Le syndicat protestant déclara aussi qu'il ne paierait pas les journées de grève, mais le syndicat catholique prit une position plus habile en déclarant qu'il « donnait peu d'espoir, mais qu'il rechercherait les possibilités d'un paiement ».

Le président du syndicat travailliste Liefaard a préci-

sé dans une déclaration à la presse son attitude future dans les pourparlers avec les patrons : relèvement des basses catégories, augmentation des primes, allongement des vacances,, alors que la grève concernait essentiellement des augmentations de salaires importantes. Les ouvriers regardent la compensation de 200 florins, accordée pour la reprise, comme une augmentation de 20 florins par semaine, à maintenir dans le futur...

\*\*\*

Ce texte vient d'un camarade hollandais ; il décrit une situation courante en Hollande et que nous voyons plus souvent en France depuis mai 68. Certains jugeront sans doute que c'est beaucoup de place accordée à une « petite grève ». Ce n'est pas la dimension de la grève qui compte, c'est ce qu'elle traduit des rapports de force et des contradictions dans le capitalisme moderne entre les différents protagonistes impliqués dans le procès de production. On peut faire le rapprochement avec les grèves actuelles en France, à la différence près (qui n'est absolument pas fondamentale à notre avis), que les rôles ne sont pas tous tenus par les mêmes personnages : le rôle du parti socialiste est tenu, en Fran-

ce, par le parti Communiste et le rôle du parti communiste hollandais (très peu important en Hollande) est tenu ici par les gauchistes. On retrouve, en effet, chez la plupart des groupuscules, la même position de critique de la bureaucratie syndicale alliée à une défense des syndicats considérés fondamentalement comme des instruments de lutte. L'article dégage des faits précis d'une grève, comment les « organisations ouvrières » de remplacement émasculent une lutte tout en ayant l'air de la porter à un débordement des syndicats.

*Le président du syndicat catholique J. Mertens a déclaré :*

« Si le mouvement syndical ne trouve pas une solution pour la question de savoir comment établir des rapports plus étroits avec les ouvriers, je crains le pire pour le futur du mouvement syndical ». Il constate ensuite que « les trois syndicats hollandais perdent des membres au cours des dernières années » et ajoute « qu'il faut une initiative nouvelle pour rendre les syndicats plus attirants ».

## Des camarades et des groupes

### GROUPES PARTICIPANT AU TRAVAIL D'ICO

*(liste à compléter par les adresses que donneront les camarades)*

1. — CHAMBERY - ALBERTVILLE : Groupe dauphinois Chambéry-Albertville : Jacques Peyrache - 9, rue basse du Château - 73 Chambéry.

2. — CLERMONT-FERRAND : Mouvement d'action révolutionnaire spontanée (J. Sabatier - B.P. 209 - Clermont-Ferrand).

*présentation : coordination liaisons-informations des groupes autonomes (comité d'action révolutionnaire) sur les usines et les Facs, soutenant les luttes spontanées des travailleurs, dépassant les bureaucraties pour l'auto-organisation dans chaque secteur - par le M.A.R.S. Parallèlement, travail en comités d'études en vue de synthétiser nos actions et d'organiser des réunions d'information théorique.*

3. — DORDOGNE : Un camarade demande s'il y a des abonnés à I.C.O. en Dordogne où « j'abite maintenant, ou en Lot-et-Garonne où je vais fréquemment, afin que je puisse éventuellement entrer en contact avec eux ». (s'adresser à I.C.O.).

4. — GRENOBLE : d'Archinoir (voir n° 86, p. 24) : nouveau C.C.P., Jean Francoz, C.C.P. 2367 - 90 Lyon. adresse : Francoz - 29, rue des Champs-Élysées - 38 Grenoble.

*Prière aux camarades ou groupes ayant envoyé du courrier ou de l'argent à Archinoir depuis le début du mois d'août à l'ancienne adresse ou à l'ancien C.C.P., de nous écrire pour nous informer de ce qu'ils ont écrit ou de l'argent envoyé, tout cela ayant des chances de ne jamais nous arriver à destination.*

5. — LE HAVRE : A.E.I.S., Périer, BP 11.47 - 76 Le Havre.

6. — LYON : Un camarade de Lyon : « On est en train de discuter à Lyon entre quelques copains, sur un certain nombre de « trucs » importants. J'espère qu'il en sortira du positif, plus de cohérence, de coordination, etc... Pour l'instant le vide ». L'adresse suivante : Beriou 2, rue St-Jean - Lyon, peut servir de point de contacts pour les échanges horizontaux.

7. — MARSEILLE : Cahiers du communisme de conseils : Camoin, B.P. 15 - 13 Marseille 12ème.

8. — MONTPELLIER : Séguret - 33, Bonnier de la Mosson, La Paillade - 34 Montpellier.

10. — PERPIGNAN : Liaison information ouvriers, étudiants, lycéens - Pasquier - 46, rue des Onze Degrés, Perpignan - Réunion tous les samedis à 16 heures.

11. — PARIS : camarades de la région parisienne - réunion courante chaque jeudi à partir de 18 h. - réunions de discussion alternativement le vendredi soir et le samedi après-midi, tous les 15 jours. Tous les camarades peuvent participer. On demande un coup de main pour différents travaux matériels. Ecrire à I.C.O. - 18, bis rue Labois-Rouillon - Paris.

12. — STRASBOURG : un camarade demande s'il existe en Alsace des isolés ou des groupes qui sont en correspondance avec I.C.O., et que ceux-ci entrent en contact avec lui (s'adresser à I.C.O.).

13. — TOULOUSE : Regroupement informations-liasons étudiants ouvriers - Bruno - 41, rue Camille Desmoulins - 31 Toulouse 04.

*Ces camarades demandent que les abonnés ou lecteurs d'I.C.O. de la région Midi-Pyrénées, prennent contact avec eux pour l'établissement de liaisons dans le S.-O.*

### ORGANISONS NOTRE AUTO-DEFENSE ACTIVE CONTRE LA JUSTICE DE CLASSE

Une trentaine de camarades travaillant dans des groupes de base, dans des entreprises, sur des quartiers ou dans des facultés, viennent de constituer, en liaison étroite avec des avocats, un comité d'action contre la justice de classe et la répression dans la vie quotidienne.

Ce comité d'action dispose d'un local :

73, rue Buffon - Téléphone : 707-49-57

où une permanence d'accueil se tiendra tous les jours de 18 à 20 heures (ou plus, en fonction des besoins).

Devant la constatation que de nombreux groupes ne défendent que leurs militants, ou plus généralement ne s'oc-

cupent que des « bons militants », il ne sera fait là aucune discrimination quant à l'appartenance politique ou la nature du délit. En effet, dans le contexte de crise que nous vivons, il existe un mouvement de révolte individuelle qui riposte à l'oppression de la vie quotidienne et aux attaques policières, par des attitudes « délinquantes » (vols, incendies, drogue...) et pour beaucoup de jeunes, cette critique en actes de la propriété privée et de la normalité bourgeoise, précède souvent une action plus directement politique, ou va de pair avec elle.

Tout camarade qui, pour une raison ou pour une autre se trouve avoir des ennuis avec la justice peut, s'il le désire, se mettre en contact avec la permanence. Il pourra y trouver avocat, médecins, et d'autres camarades pour discuter avec lui des moyens de défense ou de riposte. Des dossiers seront constitués pour organiser une campagne sur les cas les plus graves. Une aide financière pourra également être fournie lorsqu'elle est nécessaire.

Des commissions se constituent pour travailler sur des aspects particuliers : loyers, licenciements, législation du travail... pour constituer des dossiers et éventuellement faire des brochures destinées à ce que chacun puisse se forger ses propres armes et ses instruments autonomes de lutte également sur le front de lutte contre la répression (envoyer des documents, ou prendre contact avec des commissions si vous voulez y participer). Un bulletin sera publié qui fera le point du travail fait et répercutera le maximum de luttes sur ce terrain.

Les assemblées générales de ce C.A. (ouvertes à tous les camarades concernés) se tiendront le LUNDI, à 21 h. 73, rue Buffon.

Diffusons au maximum par tous les moyens (tracts, affiches : 73, rue Buffon - tél. : 707-49-57, tous les jours de 18 heures à 20 heures).

---

DES CAMARADES DE LA REGION PARISIENNE désirent entrer en contact avec les camarades de N., dont des extraits de tracts ont été publiés dans le n° 85, p. 21 (écrire à I.C.O. qui transmettra).

---

#### UN REGROUPEMENT DANS LE SUD-EST ?

Au cours d'une rencontre à Valence, le week-end du 1er novembre, entre des camarades d'origines diverses, il a été envisagé, sur la base de quelques principes communs se rapprochant de ceux d'I.C.O., de tenter d'établir un regroupement liaisons-méditerranée, avec peut-être comme perspective, la publication d'un bulletin régional (ceux que ça intéresse, écrivent à I.C.O. qui fera suivre).

---

#### DEMANDE DE LITTÉRATURE

« De quoi s'agit-il exactement ? A mon avis de s'embarquer dans le prêt et la circulation d'ouvrages serait une entreprise utopique : tâches matérielles trop lourdes, rappels incessants pour le retour des livres ou leur renvoi à d'autres lecteurs, avec pertes nombreuses. Par expérience, et elle est celle de toute ma vie, les prêts et circulation de livres, ça ne peut guère se faire que sur une base locale, et encore, à échelle réduite.

« La solution c'est d'orienter vers la constitution de bibliothèques personnelles pour ceux qui le peuvent, autrement par groupes locaux. Et surtout utilisation des bibliothèques municipales, au besoin en faisant pression sur celles-ci pour l'achat des livres désirés.

« Pour I.C.O. ces conseils une fois fournis, reste à établir une bibliographie, par sujets précis, et autant que possible, composée d'ouvrages récents, même lorsqu'il s'agit de sujets historiques.

« Un exemple : pour la révolution espagnole : Le Broue peut-être aussi le livre de Vernon Richards (quand va-t-il sortir en français).

« Autre exemple : l'impérialisme américain : le bouquin de C. Jullien (l'Empire Américain) - les ouvrages de White (l'homme de l'organisation) - de Galbraith (l'Ere du gaspillage et le Nouvel Etat industriel) - de Lundberg (Riches et superriches) de Mills, de Packard, etc... - pour l'impérialisme nippon : le Brochier et le R. Guillain récent (3ème géant). - pour l'impérialisme russe : il n'y a pas grand chose. C'est chez Perroux avec la coexistence pacifique qu'on trouve le meilleur. Le René Dumont sur kolkhoze et sovkhoses.

« Si c'est ainsi qu'on voit la chose, je vais m'y mettre et rassembler mes souvenirs de lecture, reprendre déjà mes notes de lecture notamment.

« Je pense qu'il faut orienter les copains vers les livres qui permettent l'étude des faits de la réalité la plus actuelle possible. A eux d'exercer ensuite leurs talents d'analystes et de théoriciens.

« Autres sujets : 1) les métamorphoses de la classe ouvrière au cours du siècle, en fonction de l'évolution des techniques de production -- 2) les mutations ou sein des classes dominantes des pays capitalistes et des pays de capitalisme d'état.

« Il faudra mettre de l'ordre là dedans, car ça englobe l'étude de la technocratie, de la bureaucratie, des systèmes hiérarchiques des cadres moyens, etc...

« Est-ce nécessaire de signaler des bouquins sur l'Economie comme celui de Perroux (Economie du 20ème siècle) et d'autres plus orientés (celui de Mandel que je n'ai pas lu) ?

« Une première liste sera-t-elle publiée dans un numéro d'I.C.O. ? Si oui, avec peut-être une introduction signalant entre autres choses que notre souci est de fournir la base d'une documentation absolument nécessaire pour rattacher au concret les discussions théoriques qui pourraient s'engager. »

---

#### D'UN CAMARADE DE BORDEAUX (10-69)

Je vous envoie ces quelques réflexions, bien sommaires et brèves, inspirées par ce qui a été dit au cours de la rencontre au sujet de la pratique et de la théorie.

1. - Pas de pratique sans théorie : En effet, en schématisant à l'extrême, soit un activiste rejetant toute théorie ; il a abouti à cela par une réflexion, la théorie n'est pas seulement l'analyse du capitalisme, des buts à atteindre et l'étude des moyens pour y parvenir. Refuser la théorie c'est toujours implicitement théoriser son refus

2. - Le théoricien pur : Qu'il le veuille ou non, il a une pratique, en ce sens qu'il n'est pas désincarné, qu'il est en situation sociale et économique.

Personne ne peut donc éviter de théoriser sa pratique et de pratiquer une théorie, il faut bien prendre conscience si l'on veut atteindre une certaine cohérence. Donner la prépondérance à l'une ou à l'autre, c'est déjà introduire une séparation, c'est aussi faire la preuve de son insuffisance à la fois pratique et théorique. - auto-mutilation - Tant que cela n'est pas assumé, à la fois consciemment et dans les actes, nul ne peut prétendre à être révolutionnaire (ou à le devenir).

Cette condition, si elle n'est pas suffisante, est absolument nécessaire. Ensuite, seulement, on peut se poser les problèmes des buts et des moyens du socialisme, de l'organisation des révolutionnaires, de l'orientation dans un sens révolutionnaire de ses actes et se les poser de façon correcte.



Pour terminer, je pense qu'il ne serait pas inutile d'essayer d'expliciter les liens, l'interdépendance de la théorie et de la pratique. Après tout, la dialectique n'est pas faite pour les chiens.

-----  
POUR LES CAMARADES DE PROVINCE  
(Un camarade de Paris)

A plusieurs reprises des camarades de province, le plus souvent isolés, ont demandé ce qu'ils pourraient faire pour participer au travail d'I.C.O., indépendamment de leurs possibilités d'intervenir par lettre dans les discussions au sein d'I.C.O., ou d'utiliser I.C.O. comme élément d'information et de discussion dans leur milieu de travail. Malgré leur relatif isolement, ils peuvent apporter, sur le plan de l'information, une contribution utile à l'ensemble des camarades d'I.C.O. Notre première tâche consiste à savoir ce qu'est le mouvement ouvrier et la lutte de classe et à comprendre comment ils se déroulent et se développent dans la société capitaliste moderne. Un tel travail ne peut être fait que sur la base d'informations les plus larges possibles sur les luttes et notamment sur les grèves qui peuvent se dérouler au niveau des entreprises. La grande presse n'apporte qu'une information très réduite quand elle ne fait pas le silence total sur la plupart de ces grèves. Les journaux des groupuscules en parlent plus souvent mais d'une manière parfois aussi déformée que celle que l'on peut relever dans l'Humanité par exemple. Restent les journaux locaux qui, bien qu'entre les mains du patronat local ou d'une organisation politique (parti socialiste ou P.C.), sont quand même contraints de donner un minimum d'informations lorsque leur clientèle est constituée pour une bonne part par les travailleurs concernés par les luttes. Ainsi, en 1963, les journaux du Nord de la France donnaient des informations sur la grève des mineurs beaucoup plus étendues que celles que l'on trouvait dans la presse nationale ; de même les journaux de Lorraine donnent plus de détails sur les conflits qui peuvent se dérouler dans la sidérurgie lorraine. Il ne s'agit pas, bien sûr, de prendre tels quelles ces informations que l'on sait toutes autant parcellaires et orientées que celles que l'on peut avoir par ailleurs : elles ont le mérite d'être plus étendues et de ne pas pouvoir passer sous silence certains faits précis. L'ensemble des informations ainsi recueillies permet de faire une critique de la lutte et d'analyser, malgré les lacunes inévitables, le sens réel des luttes et leur développement autonome.

Les camarades de province peuvent effectuer tout un travail à différents degrés :

--- s'ils ont connaissance d'une lutte qui se déroule dans leur région, collecter dans les journaux locaux tous les articles sur ces luttes et les adresser à I.C.O. (il est toujours facile de se les procurer, même sans les acheter, auprès de son entourage). Bien sûr s'ils peuvent avoir d'autres informations par des contacts directs avec les travailleurs en lutte, cela pourra être une source beaucoup plus valable pour permettre de décrire le déroulement de cette lutte.

--- ce qui serait plus intéressant c'est que ces camarades eux-mêmes tentent de faire l'analyse critique de la lutte et de montrer comment les tendances autonomes s'en dégagent, pour quelles raisons elles ne parviennent pas à s'exprimer, quel est le rôle des organisations syndicales et des partis politiques, pourquoi ces organisations peuvent jouer un tel rôle dans telle circonstance. Il ne s'agit pas dans de telles analyses de dénoncer mais de tenter de comprendre, d'apporter des explications et de relier ce mouvement à la société capitaliste elle-même et à tous les autres mouvements qui peuvent se dérouler en France et dans le Monde.

D'UN CAMARADE DE LA REGION PARISIENNE (10-69)

Je voudrais, aussi, que tu m'expliques la fonction d'I.C.O., s'il existe des groupes de militants sur une région définie ou si vous vous limitez à sortir une revue.

Je désirerais, avoir aussi, des renseignements sur vos positions envers les différents mouvements anarchistes, communistes libertaires et marxistes-léninistes « révolutionnaires ».

Dans la mesure du possible, est-ce que je pourrai recevoir quelques derniers tracts que vous avez tiré, affichés, ou rapport de vos dernier meeting, si vous en avez déjà fait ?

Etant donné que ça ne fait guère longtemps que je vous connais, je voudrais savoir (décidément, je veux beaucoup de choses...) depuis quand existez-vous en tant qu'I.C.O. ou êtes-vous un ancien groupe reconstitué ?

-----  
Réponse à ce camarade

Actuellement I.C.O. est formé d'un ensemble de groupes et de camarades isolés répartis sur toute la France ; ces groupes sont entièrement autonomes, et pour l'instant, leur mode de liaison est l'expression commune et la discussion dans le bulletin mensuel ; celui-ci doit d'ailleurs prochainement être complété par un organe sans périodicité fixe, et à orientation beaucoup plus théorique ; les groupes qui participent au travail d'I.C.O. sont la plupart d'origine récente, formés depuis mai 68 et en partie à composition étudiante ; d'autres noyaux existaient avant et avaient, au contraire, une composition de travailleurs ; il en était ainsi du groupe d'origine, initiateur d'I.C.O., le groupe de camarades de Paris, qui existe depuis une dizaine d'années et qui continue d'avoir un certain rôle coordinateur, bien que progressivement les différentes tâches concernant l'élaboration et la parution d'I.C.O. soient réparties entre les différents groupes. Les camarades ou groupes qui participent à I.C.O. ne se bornent pas, pour la plupart, à la publication d'I.C.O. : que ce soit des camarades travaillant dans des entreprises, des enseignants ou des étudiants, ils ont pratiquement tous une activité propre, à la fois autonome et orientée dans la même direction ; c'est tout ce travail, ou individuel ou de groupe, qui sous-tend la parution du bulletin, à la fois par la collecte des informations et par les discussions qui s'y expriment. Les groupes dont il est question n'ont pas forcément une base géographique, mais plutôt une base affinitaire, sans limite territoriale définie.

Ce que tu nous demandes au sujet des positions d'I.C.O. envers les différents mouvements anarchistes, communistes libertaires, etc..., mériterait des développements assez longs. Il y a à I.C.O. des camarades d'origine marxiste (communistes de conseils) et des camarades d'origine anarchiste (anarchistes communistes) ; ICO ne peut se définir comme une position intermédiaire ou comme une organisation avec des tendances, mais plutôt comme une mise en commun à la fois des expériences politiques et des luttes sociales au sein des entreprises des différents camarades qui y participent : en exprimant ainsi ce qu'ont en commun, les camarades d'I.C.O., on peut dire que l'on caractérise en même temps leur exclusion de la plupart des groupes anarchistes ou marxistes, ou autres, qui tendent à définir un système de pensée et à exiger une adhésion totale à ce système.

Tu nous demandes également de brosser un historique d'I.C.O. Ceci nous entraînerait à de très longs développements, d'autant plus que les camarades qui y participent depuis l'origine, viennent d'horizons très différents et chacun pourrait, en quelque sorte, écrire sa propre histoire.

## Réponse à un groupe de camarades

venant d'entrer en contact avec I.C.O.

« Pour les liaisons internationales, nous essayons de mettre sur pied un centre de liaisons, de sorte que chaque camarade ou groupe puisse être rapidement informé ou entrer en liaisons. De toute façon, toutes les publications reçues sont mentionnées dans I.C.O. avec leur adresse. Si vous désirez plus particulièrement des contacts dans tel ou tel pays, nous pouvons vous envoyer les adresses avec les précisions que nous possédons.

« Comme tous les camarades ou groupes en liaison avec I.C.O., vous avez la possibilité de vous y exprimer de plusieurs manières :

.. par l'apport d'informations sur le mouvement ouvrier, et sur les luttes dans votre région, sans limitation ;

.. sur vos propres activités et publications, de manière succincte, sauf si le détail peut intéresser les autres camarades ;

Toutes les publications sont mentionnées dans ICO en vue d'une rediffusion éventuelle.

.. par des « éditoriaux » - trois pages dactylos - publiés dans I.C.O. avec indication de provenance (2 par numéro au maximum) ;

.. par des textes de discussion plus longs diffusés en bloc et ronéotés lorsque leur volume est suffisant - avec annonce dans I.C.O.

C'est notre pratique actuelle, mais ça peut bien sûr se transformer si les camarades en décident ainsi.

L'expérience des différents groupes ou camarades d'I.C.O. est fort diverse. Expérience de boîtes et de nombreuses luttes pour ceux qui travaillent, ouvriers ou employés - expérience de mai et suite, pour étudiants et universitaires - participation à des comités d'action, pour d'autres. Recherche théorique pour pas mal.

Les différents courants sont : communistes de conseils (origine marxiste) et anarchistes communistes. Ce qu'on a toujours cherché c'est de voir d'abord notre expérience et de confronter nos idées avec cette expérience. Chaque camarade ou groupe détermine lui-même ce qu'il fait. Ce qu'on lui demande, c'est seulement de ne pas se considérer comme détenteur de l'unique vérité et d'accepter la critique des autres. Nous n'empêchons personne de faire ce qu'il pense juste, mais nous gardons le droit de dire ce que nous en pensons, même si nous lui donnons les moyens matériels de le réaliser.

Cela vous permettra peut-être de nous situer, mieux que la lecture d'I.C.O. Toutes les critiques sont permises, pourvu qu'elles soient franches, claires, et compréhensibles. Elles ne manquent d'ailleurs pas et sont nécessaires.

Bien sûr, vous pouvez poser n'importe quelle autre question. »

### PROPOSITION D'ATELIER D'IMPRESSION

Dans le n° 86, page 19, figurait la lettre d'un camarade de la banlieue Ouest de Paris, précisant qu'il serait intéressé si d'autres camarades voulaient se regrouper pour tenter de réaliser un atelier d'impression à la disposition de tous les groupes. Un camarade vient de répondre à cette suggestion. Si cela en intéresse d'autres, ils peuvent se mettre en rapport par le canal d'I.C.O.

### PRESENCIA

A titre d'information, voici le plan de travail de « Presencia », rue de jeunes espagnols. Il faut souligner que tout en collaborant avec les plus larges secteurs libertai-

res partageant leurs inquiétudes, la revue n'est responsable que devant ces jeunes espagnols. Le premier numéro est en préparation.

I. Rubrique permanente (analyse et information sur l'Espagne et la situation)

II. Etude critique des :

1) tentatives révolutionnaires (révolution bolchévique, spartakiste, occupation d'usines en Italie, révolution espagnole, chinoise, cubaine, mai 1968)

2) tactiques et stratégies du combat révolutionnaire (la voie parlementaire, le syndicalisme, violence, action directe, guerillas, double pouvoir, propagande ou pédagogie, rôle des minorités, spontanéisme)

3) formes de société transitoires (socialisme centraliste, communisme libertaire, autogestion, conseils ouvriers, soviets-collectivités)

4) forces, systèmes, techniques, résultats, etc..., de la répression (capitalisme, impérialisme, socialisme centraliste (d'Etat), Eglise, culture et civilisation comme élément répressif, sexualité aliénée, travail aliéné, armée et police, techniques de conditionnement)

5) forces de la révolution (prolétariat, paysannat, étudiants, intellectuels, techniciens, etc..., nationalités opprimées : Basques, Catalans, Galiciens, etc...)

6) idéologies en présence (marxisme et différents courants troskisme, luxembourgeois, maoïsme ; anarchisme et différents courants, communisme libertaire, individualisme ; progressisme chrétien et implications, progressisme capitaliste et implications, socialisme réformiste, syndicalisme réformiste).

III. Analyse et informations de la conjoncture internationale.

IV. Informations pratiques pour la lutte (techniques de clandestinité, techniques simples de propagande, techniques de combat).

V. Critiques de livres.

VI. Collaborations diverses.

VII. Courrier des lecteurs.

INTER-ACTION (B.P. 29 - Aix-en-Provence)

Dans une société qui devient de moins en moins vivable, nous ne cessons de nous tourner vers l'Etat, afin qu'il entreprenne les réformes nécessaires à l'amélioration de notre cadre de vie.

Il est temps de comprendre l'absurdité de ces tentatives. Le pouvoir n'a pas pour but le bonheur des hommes, mais sa propre survie, et celle-ci exige une centralisation incessante des structures, une manipulation croissante des hommes.

C'est en nous, c'est par nous, que peut s'opérer la transformation de notre existence. Mais l'homme seul ne peut rien. Isolé, impuissant, séparé, il ne peut que subir. Quant aux organisations dites d'opposition, elles ont copié si fidèlement le modèle bureaucratique de l'Etat qu'elles préparent déjà leurs militants à être des sujets.

INTER-ACTION n'a pas de solution à offrir. C'est à ceux qui aspirent à une vie différente que nous nous adressons, à eux de chercher, de créer, d'expérimenter et d'agir.

Nous souhaitons seulement relier ces hommes et ces groupes, établir entre eux une inter-communication par l'intermédiaire d'une revue dont ils seront à la fois les lecteurs et les rédacteurs.

Nous voulons établir le champ de la parole libre, afin

que l'imagination des uns, l'action des autres, puissent se féconder et s'enrichir mutuellement.

Au-delà d'une rencontre d'individus, INTER-ACTION veut être le support d'une élaboration constante et vécue des structures nouvelles de la société à venir.

(C'est tout ce que nous savons de cette publication et de ce groupe qui s'est défini lui-même.)

#### RENCONTRES

Des camarades ont demandé si des rencontres nationale et internationale seraient organisées en 1970. C'est l'intérêt de tels débats qui doit commander leur déroulement. Aux camarades d'envisager et de proposer les thèmes de discussion, la manière dont elles doivent se dérouler et les dates et lieux de ces rencontres.

#### D'UN CAMARADE DE LA DROME

« Depuis plusieurs années, nous ne nous leurrions guère sur l'efficacité des militants révolutionnaires au sein des syndicats de plus en plus intégrés et traités, etc... Cependant, nous pensons qu'il faut y rester (surtout à la F.E.N. où les tendances peuvent s'exprimer), car les réunions syndicales nous permettent de toucher quelques gars et de les amener à notre activité essentielle (en dehors des syndicats donc) :

le regroupement des révolutionnaires non inféodés à une organisation politique.

Mai-juin 68 nous a servi de tremplin et nous a permis, grâce aux assemblées générales de travailleurs, d'entrer plus en contact avec des militants, de sortir de notre ghetto enseignement.

Depuis juin 68, nous regroupons des militants désireux de faire la Révolution au sein d'un espèce de comité (nous disons regroupement interprofessionnel) et nous nous réunissons le plus souvent possible. Nous avons tiré plusieurs bulletins que nous ventilons là où nous pouvons, mais pas à n'importe qui : simplement aux gars avec qui nous discutons auparavant.

Les militants du C.A.D. (tendance F.U.O. de la F.E.N.) (1) ont essayé d'imposer leurs mots d'ordre, mais n'y parvenant pas, ils ont essayé d'organiser un C.A.O. On s'en fout.

Evidemment nous végétons et risquons de tourner à un activisme saugrenu : certains camarades n'envisagent rien d'autre que la ventilation nocturne de tracts anonymes, d'affiches, etc... On tourne un peu en rond... Il serait peut-être possible de signaler dans I.C.O. notre existence : un regroupement des travailleurs existe dans la Drôme... nous écrire... Cela pourrait peut-être nous aider à rencontrer d'autres camarades, des ISOLES probablement.

#### Prière d'écrire à I.C.O.

UN CAMARADE de MILAN a versé 13 F par mandat le au C.C.P. 20 147-54 Paris, 12 F - le 4-11-69 au bureau de Paris 113 (Hôtel de Ville), mais sans indiquer son nom et son adresse (il avait mis l'adresse d'I.C.O. comme expéditeur).

UN CAMARADE MILAN a versé 13 F par mandat le 28-28-10-69 à la poste Milano 62 Via Mecenate, mais son nom est illisible.

(1) Note d'I.C.O. : il s'agit d'une des facettes du groupe troskiste dit groupe « LAMBERT » O.C.I.-A. J.S.-A.E.R. (Informations Ouvrières - Jeune Révolutionnaire).

ARC-DO : centre de politique-information-documentation-action, via Piolti de Bianchi 29 20 129 Milano, Italie. Notre centre s'occupe de ramasser et diffuser en Italie et à l'étranger tout le matériel-documentation politique de l'opposition extra-parlementaire luttés ouvrières, et surtout les luttés de libération du tiers-monde.  
(voir liaisons internationales)

#### D'UN CAMARADE DES PYRENEES-ORIENTALES :

« Petit à petit, j'ai pu faire connaissance, dans cette région, avec des compagnons anarchistes et cénétistes de la région et nous avons décidé d'essayer de monter un syndicat C.N.T. Nous avons déjà le local à Perpignan. Nous avons formé le bureau de la C.N.T. Je m'occupe de la propagande.

Et c'est à ce sujet que, ayant mis de l'ordre dans tous les journaux et revues que je possède, depuis le Libertaire, jusqu'à I.C.O., en passant par Défense de l'Homme, l'Unique, Contre Courant, le Combat Syndicaliste, etc... j'ai décidé de l'écrire de manière à élargir la propagande de nos idées de façon à faire prendre conscience aux travailleurs spoliés par tous les politiciens de tous acabits et les délégués syndicalistes des grandes centrales syndicales inféodées aux partis politiques dont elles sont les filiales, de même qu'elles sont subventionnées par le gouvernement. Nous devons instruire les travailleurs dans tous les domaines, en profondeur, de façon à ce qu'ils sachent rejeter une fois pour toutes, tous les charlatans qui les grugent, les bafouent, les trompent, sans vergogne, et qu'ils prennent conscience de leur force pour gérer leurs propres affaires eux-mêmes, en formant à la base des comités d'usines, de bureaux, d'ateliers, et socialiser par la grève générale et gestionnaire tous les moyens de production et de distribution par la gestion directe.

Mai-Juin 68 a été un formidable, un magnifique mouvement de grève générale qu'on n'avait pas vu depuis 35 et pourtant nous avons obtenu moins qu'en 36. Les syndicats réformistes à la solde du capital, de la franc-maçonnerie et des partis politiques ont pris le train en marche et l'ont fait dévier sur une voie de garage, et nous avons eu droit à toutes les palinodies infectes de tous les Séguy, les Descamps, les Bergeron, et autres Frachon de sinistre mémoire.

Il faut bien dire aussi, comme l'a bien fait comprendre un compagnon, que la « C.N.T. avait loupé le coche » en mai-juin 68 et n'a rien fait, ou si peu, pour coordonner pour synchroniser, le magnifique mouvement de grève. Peut-être même que la C.N.T. a été elle-même dépassée tout comme la C.G.T. qui, elle, a joué un rôle néfaste en faisant reprendre le travail corporation par corporation, en trompant effrontément les travailleurs qui se sont laissés bernier une fois de plus. Ce n'est pas la dernière, car nous voyons pour la grève que les roulants ont déclenchée à la base sans préavis, que ceux-ci n'ont rien obtenu. La C.G.T., F.O. et C.F.D.T. et C.F.T.C., ont entraîné un processus de déclenchement et de harcèlement contre le gouvernement qui ne trompe plus personne. Elles jouent le jeu du gouvernement, parce que complices avec lui. Il faut qu'elles justifient devant les travailleurs que vraiment ils sont défendus, alors que c'est tout le contraire. Il faut surtout que les représentants de ces centrales réformistes, qui n'ont plus rien de syndicalistes, justifient leur paye de ministre. Toutes ces grèves de 24 heures, de une heure, toutes ces mini-grèves, ne sont faites que pour redorer leur blason, qui avait jauni en mai-juin 68.

Les travailleurs sont désabusés, mais ils marchent quand même, espérant que cela va changer, mais rien ne changera tant qu'ils ne prendront pas en mains leurs propres affaires.

Il me semble que nous avons déjà perdu trop de temps, un temps précieux depuis 68 et nous devons mettre tout en œuvre, dans tous les domaines, pour propager nos idées, nos conceptions, par une vaste diffusion.

En m'excusant pour cette longue lettre, je te demande de m'adresser tous les exemplaires d'I.C.O. disponibles depuis janvier 69 jusqu'à maintenant. En même temps tu me dirais quel est le montant de l'abonnement annuel. Tu m'adresseras également, pour commencer, 30 exemplaires par mois, que je diffuserai chez les cheminots et tous les camarades que je connais dans d'autres entreprises. Le moment ne nous a jamais été si favorable. Nous devons savoir agir intelligemment. Nous devons faire connaître la C.N.T., lui donner un nouvel allant, en faire un syndicat puissant, non par le nombre seulement, mais surtout par la qualité des éléments qui le composent, leur moralité, leur action en profondeur féconde. Nous sommes décidés, à Perpignan, à faire du travail, un travail de sape. C'est un travail de longue haleine bien sûr, mais nous devons agir et faire en sorte qu'on nous entende et surtout qu'on nous comprenne. Nous n'avons perdu que trop de temps, et le temps presse. Le gouvernement gaulliste, avec la complicité des bolchos de la C.G.T., met tout en œuvre pour mâter la moindre velléité de révolte, de prise de conscience des travailleurs jeunes et moins jeunes. C'est un véritable quêt-apens qui se prépare contre la classe ouvrière. A nous tous de le se démasquer. »

(Un camarade de Paris doit faire une réponse à cette lettre.)

-----  
DES CAMARADES D'A... nous ont fait parvenir un certain nombre de bulletins suivants, pour diffusion auprès des copains qui seraient intéressés :

-- Lycée apprentissage critique n° 2 avril 69 (feuilles vivantes de coordination et d'inter-information des comités d'action fédérés).

-- « Le retour des guerilleros du plaisir » contenant :

- actions avec les salariés du lycée,
- propagande pour les conseils en milieu lycéen et pour la libération de la vie quotidienne, par des groupes autonomes,
- textes de la misère en milieu lycéen,
- administration = répression,
- 20 élèves vidés.

-----  
DE CAMARADES DE CLERMONT-FERRAND

« Nous sommes ici, à Clermont-Ferrand un groupe d'ouvriers et d'étudiants décidés à agir sur les bases d'une remise en cause de la société. En mai 68, nous avons essayé d'agir en tant que « mouvement du 22 mars », mais le travail fut difficile à cause, d'une part, des différents groupes léninistes qui pullulent au sein de l'U.N.E.F. et du carcan C.G.T. sur Michelin, et, d'autre part, à cause de certaines tensions internes venant de camarades procédant d'analyses F.A. ou anarcho-sindicalistes. Actuellement, nous essayons d'agir sur chaque secteur en tant que groupe autonome (C.A.R.), la coordination se fait au niveau des A.G. du Mouvement et parallèlement se créent des commissions pour un travail d'études (le tout s'interpénétrant). Nous avons en préparation un « manifeste ». Pouvez-vous éventuellement nous le publier. (Sommes en relation avec les camarades du Conseil de Nantes)...

« Dès que notre position se sera clarifiée entre les tendances spontanéistes et anarcho-sindicalistes (cela doit se décider en assemblée générale), soit séparation, soit cohabitation, ce qui est facile puisque nous travaillons

en comités autonomes, nous tirerons un manifeste que nous vous adressons en vue d'une publication...

« On vous envoie un tract distribué récemment au restaurant universitaire à 2500 exemplaires pour dénoncer l'U.N.E.F. (ses cadres sclérosés et les groupes politiques A.J.S. chinois et P.S.U. qui ne cherchent qu'à en prendre la direction). Il entre aussi dans la campagne que nous entamons contre les stalinien. On pense qu'il est publiable pour montrer la dégénérescence du syndicat (et son absurdité en milieu étudiant) et les formes spontanées de luttes qu'ont trouvés les étudiants qui se révoltent contre le plan d'austérité (l'assemblée générale souveraine avec le droit d'expression total pour tous les courants), action exemplaire des luttes étudiantes qui faisant suite aux grèves spontanées des travailleurs niant leurs syndicats et s'auto-organisant en niant les partis peut déboucher sur des assemblées générales ouvrières politiques.

UNIS VERS CYTHERES ou GUIGNOL'S BAND !  
A BAS LES RECUPERATEURS !  
CONTINUONS LE COMBAT A LA BASE !

Le jeudi 16 octobre, après avoir tenté de s'emparer de la direction de la lutte, ce dont elle s'est avérée incapable, l'U.N.E.F. a vu se substituer à ses menées bureaucratiques une volonté de lutte émanant de la base des étudiants, qui en rejetant le cadre sclérosé qu'elle présentait, se constitua en un Comité Unitaire contre la hausse.

Ce comité obtint de l'administration le bénéfice de l'inscription pédagogique qui maintient tous les avantages sociaux des étudiants, tout en les dégageant provisoirement de l'obligation de se soumettre à la pression de l'Etat dans le domaine de la hausse.

S'étant rendu compte de l'efficacité du Comité Unitaire imposé par la base, l'U.N.E.F. résolut de s'en assurer la direction (Que cette manœuvre doive s'effectuer au détriment du combat des étudiants, l'A.J.S. s'en contrefout !). Cela pour plusieurs raisons et en particulier afin de mener à bien sa stratégie corporatiste et parasitaire et de se réserver le privilège de la manipulation des masses étudiantes et le pouvoir bureaucratique du syndicat.

Or, le mouvement étudiant n'a été efficace qu'en mettant en avant des mots d'ordre politiques (libération, guerre d'Algérie, mai 68).

Des mots d'ordre signifiants, qui posent directement les questions politiques et économiques du Pouvoir à l'université, évitent aux étudiants de se mobiliser de façon répétitive et mécanique dans des luttes corporatistes en cul de sac. Non contente de mener le mouvement étudiant à sa ruine, l'A.J.S. ne recule devant aucun moyen pour préserver un fragile édifice qu'elle ne peut maintenir qu'à coup de terrorisme et de démagogie.

Epouvantée par d'éventuelles consultations de la base, l'autre direction de l'U.N.E.F. (faites vos jeux) a estimé nécessaire de mettre en branle le processus de la hiérarchie bureaucratique, en la personne de son chef, ô combien contesté et dénué de toute responsabilité - sans parler de sa représentativité - Luc Barret (vain dieu, pourquoi ce bonze ?... combien l'entrée ?), que l'on nous présente comme la solution miracle, la panacée universelle, selon une technique de replatrage chère aux ronds-de-cuir « révolutionnaires », replatrage dont nous eûmes un magnifique exemple lors de l'assemblée générale du mardi 28. Nous vîmes (quel bonheur !) la touchante réconciliation des deux voitures-balais syndicales (dont la haine réciproque est pourtant notoire) en vue de rejeter vers les classiques égouts idéologiques les audacieux qui avaient eu la folle prétention de vidanger les chiottes universitaires. Ces audacieux désireux d'éten-